

Enjeux des mécanismes de financement de l'adaptation au changement climatique pour l'Afrique de l'Ouest

Maguette Kairé, Benoit Sarr, Edwige Yaro Botoni, CILSS

Résumé

L'Afrique émet seulement 4% des GES mais est soumise à plus de chocs que les autres continents, car étant le plus exposé aux effets du changement et de la variabilité climatiques.

En Afrique de l'ouest (AO), l'augmentation de température est 1,5 fois supérieure au niveau mondial et on lutte principalement contre des sécheresses récurrentes, une grande variabilité de la pluviométrie et des saisons, des inondations de plus en plus fréquentes, l'érosion côtière...

Ces changements climatiques menacent en premier lieu le secteur primaire, l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation des forêts, qui sont des secteurs clés pour l'économie et la sécurité alimentaire des pays.

Selon SARR (2015) toute la gouvernance climatique mondiale est bâtie sur un seuil de réchauffement de + 2°C qui constitue une menace dangereuse pour le développement durable de l'Afrique. A 2°C d'augmentation, l'AO subira les pertes agricoles les plus élevées dans le monde, entre 2 et 4 % de son PIB (Mendelsohn et al., 2000 ; Boko et al., 2007). Les pertes moyennes en cas de sécheresse sont estimées 70 millions US\$ au Niger (World Bank, 2012), et les dommages des inondations peuvent aller de 12 à 25 millions US\$ selon les pays en Afrique de l'ouest. La prise en compte de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique via les techniques d'AIC et le renforcement du soutien financier (CPDN conditionnel des pays) est une voie certaine pour renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés au changement climatique. L'investissement dans la GDT est économiquement rentable. Il permet une hausse de production agricole de 90 000 à 280 000 Tonnes/an selon les pays permettant de faire face au besoin alimentaire additionnel dû au croit démographique, une contribution à l'atténuation (la restauration de ces terres avec des techniques AIC adaptées pourrait stocker de 180 000 à 2 000 000 tonnes de gaz carbonique selon les pays), et **un retour annuel sur investissement évalué de 50 à 70% (CILSS, 2015).**

Il est crucial d'aider les pays de l'AO à s'adapter aux effets climatiques ressentis à cause des émissions présentes et passées de GES. Cependant, les budgets des États devront servir de levier pour mobiliser des investissements auprès des banques multilatérales (BOAD, BAD, BM, etc.), dont l'efficacité serait assurée par des subventions additionnelles des mécanismes financiers de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Il faut d'abord que les États AO respectent leurs engagements de consacrer 10 % des budgets nationaux à l'investissement dans le secteur agricole (PNIAs) au cours de ce quinquennat (CEDEAO, 2015).

Les mécanismes de financement de l'adaptation présentent une architecture complexe, des ressources insuffisantes, et gagneraient à avoir plus de flexibilité pour être efficaces. L'écart est trop important entre les engagements de financements et les montants décaissés et absorbés par les pays (<http://www.climatefundsupdate.org>).

L'Afrique en général et l'Afrique de l'ouest en particulier milite pour un objectif global pour l'adaptation et un objectif d'atténuation visant la limitation du réchauffement climatique en deçà de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels ; et Chaque \$ US investi dans les mesures d'anticipation permet d'économiser jusqu'à \$ US 7 dans les futurs coûts d'adaptation (Farming First, CGIAR, CTA, 2015).

Maguette Kaïré, Benoit Sarr et Edwige Yaro Botoni sont des experts auprès du Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)

Pour plus d'informations:

www.cilss.bf

Références

1. CEDEAO, 2015. Synthèse thématique sur les mécanismes de financement accessibles aux pays de l'espace CEDEAO/UEMOA/CILSS pour financer l'AIC dans le cadre de leur PNIA. Forum de Haut Niveau des Acteurs de l'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) en Afrique de l'Ouest. Bamako (Mali), 15-18 juin 2015. 28p.
2. CILSS, 2015 : L'Agriculture Intelligente Face au Climat (AIC), une solution gagnante pour relever le défi de l'insécurité alimentaire et la lutte contre la désertification au Sahel et en Afrique de l'Ouest ! *Note aux décideurs / CILSS 2015*. 9p.
3. CILSS-USGS, 2015. Land Use and Land Cover Dynamics in West Africa. 15p.
4. IPCC, 2007: Climate Change 2007. Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, M.L. Parry, O.F. Canziani, J.P. Palutikof, P.J. van der Linden and C.E. Hanson, Eds., Cambridge University Press, Cambridge, UK, 976pp.
5. Mendelsohn R., Dinar A., dalfelt A. 2000. Climate change impacts on African agriculture /preliminary analysis prepared for the World Bank, Washington, DC World Bank (2010a).The Costs to Developing Countries of Adapting to Climate Change – New Methods and Estimates. The Global Report of the Economics of Adaptation to Climate Change Study: Consultation Draft. Washington, D.C., The World Bank Group
6. SARR Benoit, 2015. Vulnérabilité des secteurs stratégiques face à différents scénarii de réchauffement climatique en Afrique de l'Ouest et arguments scientifiques pour la limitation du seuil de réchauffement climatique global à 1,5 °C. Notes d'information en vue de la COP21 à Paris. 5p.
7. World Bank. Climate risk assessment, Niger, 2012
8. Farming First, CGIAR, CTA, CCAF 2015. Guide to UNFCCC Negotiations on Agriculture. Toolkit for Communications and Outreach. 38p.
9. <http://www.climatefundupdate.org>